



Motion d'actualité

Commission administrative nationale du SNASUB-FSU des 17 et 18 septembre

Retraites, postes, missions, service public, traitement indiciaire : ne rien lâcher, porter les revendications et se mobiliser !

Projet de Loi de finances 2014 : vers une aggravation de l'austérité

Le débat budgétaire s'ouvre à l'Assemblée nationale. Il prévoit une réduction sans précédent de la dépense publique, et une baisse du budget de l'Etat est de nouveau programmée par le gouvernement. Le résultat sera des baisses des crédits de fonctionnement, d'investissement et des suppressions de postes dans les secteurs jugés « non-prioritaires ».

Le gouvernement planifie dans le même temps des hausses d'impôts pour les salariés et les ménages, de l'ordre de 11 à 12 milliards d'euros (dont plus de 6 milliards d'augmentation de TVA) lui permettant ainsi de promettre aux MEDEF et au secteur des affaires des réductions de charges de l'ordre de 11 à 13 milliards d'euros.

Taxer toujours plus en 2014 les salariés et les ménages pour réduire les charges des entreprises constitue une aggravation importante de la politique d'austérité mise en place progressivement par François Hollande et Jean-Marc Ayrault, politique qui a déjà provoqué tant de dégâts partout en Europe.

Pourtant, la multiplication des cadeaux fiscaux aux entreprises au nom de leur compétitivité, loin de faire reculer le chômage et la précarité produit l'effet inverse de celui recherché. Ces mesures n'ont pour conséquences que l'augmentation des dividendes servis aux actionnaires, en tentant de préserver les profits accumulés. En 2012, les dividendes versés par les entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires ont atteint 40,9 milliards d'euros, en augmentation de 5% alors que les profits (53 milliards d'euros tout de même) avaient diminué de 28 % ! Ce n'est visiblement pas la crise pour tout le monde !

Il est donc grand temps d'imposer une réforme fiscale de grande ampleur, qui permette de mobiliser les formidables revenus du capital pour financer les besoins sociaux du plus grand nombre. Et donc d'élaborer, des lois de finances qui permettent de garantir la protection sociale et le pouvoir d'achat (par l'augmentation générale des salaires par exemple), de sauvegarder et d'améliorer les services publics, et d'engager des politiques publiques pour combattre ces fléaux que constituent le chômage de masse et la précarité.

Et puisque le gouvernement maintient son discours sur la « priorité » à l'éducation, en maintenant y compris sa volonté de créations d'emplois pour ces politiques publiques, nous engageons une campagne immédiate pour que nos métiers et filières ne soient pas oubliés en la matière. Oui, il est grand temps de recréer aussi de l'emploi administratif, ITRF et de bibliothèques dans nos universités, services ou établissements scolaires. Il faut aller bien au-delà des 100 créations

d'emplois administratifs du Budget 2013. Le SNASUB-FSU est également d'ores et déjà mobilisé contre les 82 suppressions d'emplois envisagées au ministère de la Culture.

Plus globalement, le SNASUB-FSU intervient dès maintenant, en informant les collègues, en les mobilisant pour les créations de postes à la hauteur des besoins. Il interviendra en direction des parlementaires pour défendre les revendications. Il réitérera à cette occasion ses exigences en matière de salaires, notamment en soulevant la question de l'augmentation du point d'indice comme première mesure générale immédiate : gelé en 2010 par le précédent gouvernement, celui-ci doit rompre avec cette mesure inique !

L'austérité, ça suffit ! Il faut d'urgence réinvestir dans les services publics, créer des postes, élargir les missions et stopper les effets de la RGPP. Ce n'est pas la dépense publique qui doit baisser, ce sont les recettes qui doivent augmenter, par une réforme fiscale plus juste, la taxation des revenus financiers, la lutte contre la fraude fiscale, l'arrêt des exonérations de cotisations sociales, etc...